

La social-démocratie en cette fin de siècle / Late Twentieth-Century Social Democracy sous la direction de Jean-Pierre Beaud et Jean-Guy Prévost Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1995, 263 p.

André Lamoureux

Volume 16, numéro 3, 1997

La démocratie inachevée

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040091ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040091ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lamoureux, A. (1997). Compte rendu de [*La social-démocratie en cette fin de siècle / Late Twentieth-Century Social Democracy* sous la direction de Jean-Pierre Beaud et Jean-Guy Prévost Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1995, 263 p.] *Politique et Sociétés*, 16(3), 163–167.
<https://doi.org/10.7202/040091ar>

Tous droits réservés © Société québécoise de science politique, 1997

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

***La social-démocratie en cette fin de siècle /
Late Twentieth-Century Social Democracy***

sous la direction de Jean-Pierre Beaud et Jean-Guy Prévost
Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1995, 263 p.

Cet ouvrage sur la social-démocratie, réalisé grâce à la collaboration d'un collectif d'auteurs, reproduit l'essentiel des communications

présentées dans le cadre d'un colloque tenu en octobre 1994 à l'initiative du Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. Au cœur des préoccupations de ce colloque : l'expérience de l'exercice du pouvoir effectuée par quelques partis sociaux-démocrates au cours des années 1980 et au tournant des années 1990. Les diverses contributions passent en revue l'expérience du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), celle du Parti socialiste en France, celle du Parti socialiste portugais, celle du PASOK en Grèce et celle du Nouveau Parti démocratique (NDP) au Canada, en Ontario tout particulièrement. L'ouvrage recouvre également l'épisode du gouvernement du Parti Québécois au Québec de 1976 à 1985. Ce parti est « classé » dans les rangs de la social-démocratie, de manière fort discutable d'ailleurs, notamment par la principale analyse proposée sur le sujet.

Ce livre sur la social-démocratie représente un intérêt à un triple point de vue. D'une part, les écrits sur la social-démocratie produits au Québec ne sont pas légion. La social-démocratie, comme courant international et comme idéologie, s'appuie pourtant sur le rayonnement d'une centaine de partis et de mouvements de masse affiliés à travers le monde. D'ailleurs, depuis l'éclatement de l'URSS et des anciens régimes d'Europe de l'Est, dits communistes mais façonnés selon l'héritage stalinien, la force globale d'attraction de la social-démocratie s'est d'autant accrue. Elle s'exprime cependant de manière discontinue compte tenu des bilans controversés de plusieurs gouvernements sociaux-démocrates. Cette attraction se manifeste particulièrement face au néolibéralisme qui demeure maître du jeu dans la mouvance actuelle de libéralisation des échanges et de globalisation des marchés. Sur un deuxième plan, la pertinence de ce livre est renforcée par l'actualité internationale toute récente qui replace la social-démocratie à l'avant-scène. Le retour des sociaux-démocrates au pouvoir en Suède après l'intermède de 1991-1994, la victoire de Tony Blair et du Parti travailliste en Grande-Bretagne en mai 1997, la nouvelle victoire des socialistes aux législatives de juin 1997 en France, la réédition récente des victoires néo-démocrates en Colombie-Britannique et en Saskatchewan au Canada, voilà autant d'événements qui réactivent à leur tour le questionnement global posé par cet ouvrage. Enfin, l'intérêt du livre tient au fait que sa construction est soudée par un fil conducteur. On a donc évité le piège d'une production éclatée en plusieurs directions, ce que provoquent malheureusement trop souvent les ouvrages collectifs ou ceux rendant compte de colloques. L'ouvrage qui nous est proposé évite ce piège. À part une contribution portant sur le développement des programmes d'action positive pour les femmes au sein du NPD au cours des années 1970 et 1980, toutes les contributions suggérées dans ce livre s'articulent autour d'une même problématique. Comment expliquer le phénomène de révision idéologique et l'impasse dans laquelle

l'expérience du pouvoir a entraîné divers partis socialistes ou sociaux-démocrates ? Ce processus de révision idéologique s'est-il réalisé avant ou après la prise du pouvoir ? Comment la « gestion » social-démocrate du pouvoir s'est-elle manifestée ? Comment se fait-il que ces partis aient été placés en situation de contradiction, d'improvisation souvent, voire même de crise, entraînant par le fait même d'amères déceptions et des défaites crève-cœur auxquelles ont dû faire face leurs propres bases militantes et électorales ? Voilà donc le questionnement auquel s'attardent les différentes contributions de l'ouvrage.

Dans le cadre des deux premiers articles intitulés « *The Two Bankruptcies of French Socialism and the End of Social Democracy* » et « *Le Parti socialiste français et le cycle d'Épinay* », George William Ross et Gérard Grunberg abordent tour à tour le cheminement du socialisme démocratique en France. Ross et Grunberg expliquent que jusqu'aux années 1970, le Parti socialiste français n'avait pas vraiment l'expérience du pouvoir et de la vie parlementaire. Il demeura fidèle à l'orientation socialiste traditionnelle et à un certain héritage radical marxisant. Ross soutient que ce programme, au tournant des années 1980, n'était plus adapté à la nouvelle situation internationale marquée par les chocs, la stagnation, la croissance du chômage et la globalisation des marchés. Mitterrand, en prenant en mains le Parti socialiste en 1971, a dû composer avec cet « ancien programme ». Très tôt, il mit de l'avant une perspective d'élargissement des appuis notamment par la stratégie d'union de la gauche. Pour sa part, Grunberg explique que la nouveauté c'était Mitterrand lui-même et sa soif du pouvoir visant à faire du PS un parti gestionnaire. Ross et Grunberg évaluent que la recherche du pouvoir devint « la » préoccupation centrale. Grunberg explique que Mitterrand, ancien opposant à la V^e République, s'en est rapproché et l'a tout simplement utilisée à ses propres fins. De son côté, Ross précise que le Parti socialiste a vite failli sur deux enjeux. Tout d'abord, sur le terrain du programme où il effectua un virage à 180 degrés tout à fait improvisé. À compter de 1982-1983, le PS est passé de l'ancien programme à un virage à droite s'inscrivant dans le modèle libéral européen de Maastricht (dévaluation du franc, restructuration industrielle, augmentation des charges fiscales des particuliers, etc.). L'autre faillite fut précisément celle de ce « modèle européen de société » que la présidence de la république chercha à imposer à son propre parti. L'option européenne de Mitterrand s'avéra un fiasco. Ross conclut que le Parti socialiste, mal préparé pour la prise du pouvoir, a abandonné son discours social-démocrate. La social-démocratie, conclut-il, n'a plus de social-démocrate que le nom et son but n'est plus de démocratiser le capitalisme mais de porter les élites social-démocrates au pouvoir.

Dans le texte intitulé « *Spain in Search of Social Democracy* », Patricia H. Craig explique que dans le cas de l'Espagne, le virage à droite du Parti socialiste ouvrier espagnol fut une pré-condition à la

prise du pouvoir. Une fois au pouvoir, malgré quelques mesures social-démocrates indéniables, le gouvernement de Felipe Gonzalez, y alla de son programme d'austérité dans un contexte de crise économique très forte. L'auteure questionne, avec un jugement nuancé, l'orientation privilégiée par le gouvernement du PSOE selon une trajectoire qui devait finalement lui faire perdre le pouvoir en 1996. Elle explique que pour l'avenir, la social-démocratie devra néanmoins ouvrir son programme vers de nouvelles perspectives. Dans le texte intitulé «*La politique économique des gouvernements socialistes de l'Europe méridionale*», Diane Éthier effectue une comparaison entre les expériences grecque, portugaise et espagnole quant aux choix idéologiques privilégiés et aux virages effectués. Elle cherche à expliquer en particulier qu'indépendamment des orientations idéologiques des gouvernements en place, la réussite des changements structurels et de libéralisation économique dépendent de l'existence à la tête de l'État «d'une équipe compétente, unie et résolue» et de la «détermination et de la cohésion des membres du gouvernement». Cette explication nous semble réductrice. Faudrait-il simplement vouloir et être décidé pour réussir un tournant pareil? La complexité et la diversité de chacune des situations, croyons-nous, nous appellent à plus de nuances.

L'article le plus controversé de cet ouvrage reste certainement celui d'André Bernard à propos du gouvernement du Parti Québécois de 1976 à 1985. Intitulé «*Le Parti Québécois, parti social-démocrate*», le texte soutient la thèse voulant que le Parti Québécois soit un parti social-démocrate. Cette orientation social-démocrate, explique l'auteur, s'est particulièrement manifestée au cours du premier mandat (1976-1981) et s'est enfin contredite au cours du deuxième mandat (1981-1985). Cette thèse n'est pas sans faille et reste fort discutable. De l'un, ce parti ne répond pas aux critères de définition d'un parti social-démocrate, malgré les auto-proclamations de ses chefs et les prétentions de certains observateurs. Le PQ n'a, en particulier, aucun lien organique avec le mouvement ouvrier organisé, ce qui est pourtant un trait commun des partis sociaux-démocrates. Le Parti Québécois était et demeure toujours un parti nationaliste de masse (un parti de cadres diront certains). Même s'il existe une tendance social-démocrate dans les rangs de ce parti, celle-ci n'a jamais vraiment réussi à s'imposer à la direction. Les quelques réformes sociales entreprises par le gouvernement du Parti Québécois au cours du premier mandat, suggérons-nous, s'expliquent davantage par le fait qu'il était un parti de masse et qu'il subissait lui-même de multiples pressions, de l'intérieur et de l'extérieur de ses rangs, dans un contexte de radicalisation des luttes sociales et ouvrières.

Enfin, deux articles traitent du bilan du gouvernement de Bob Rae en Ontario de 1990 à 1995 : «*From Premier Bob to Rae Days : the Impasse of the Ontario New Democrats*» de Jane Jenson et Paule

Rianne Mahon et « *Social Democracy on Trial : The Parti Québécois, the Ontario NDP, and the Search for a New Social Contract* » d'Andrew Brian Tanguay. Ces deux articles offrent un intéressant éclairage sur le cheminement du gouvernement néo-démocrate de Bob Rae. Jenson et Mahon explique la difficulté de ce gouvernement à développer des orientations adaptées aux nouvelles réalités des années 1990. Le gouvernement Rae a commencé d'abord son mandat avec un programme ambitieux pour ensuite concentrer ses efforts sur la lutte contre le déficit, sur la mise en place d'une nouvelle politique industrielle et sur l'établissement d'un nouveau contrat social. Les auteures expliquent qu'il n'a pas su mobiliser son parti et le mouvement syndical derrière le projet gouvernemental, d'où l'échec inévitable. La contribution d'Andrew Brian Tanguay, pour sa part, cherche à tisser certains parallèles entre la situation qui s'est développée au Québec sous le gouvernement du Parti Québécois de 1976 à 1985 et celle survenue avec le gouvernement néo-démocrate. Le cheminement de ce gouvernement, allant du projet de loi 40 au projet de loi 48, cette dernière législation marquant une rupture avec les orientations social-démocrates, met bien en lumière les contradictions dans lesquelles s'est embourbé le gouvernement de Bob Rae.

L'ouvrage se termine sur quelques pistes de réflexion, suggérées par Alexander MacLeod et Leo Victor Panitch, pour l'avenir de la social-démocratie. En terminant, pour tous ceux et celles qui s'intéressent à la social-démocratie, cet ouvrage représente une intéressante contribution. Il a surtout le mérite de permettre la poursuite du débat dans un contexte où de nouvelles expériences de gouvernements sociaux-démocrates émergent ici et en Europe notamment.

André Lamoureux
Cégep André-Laurendeau